

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 8 (1899)
Heft: 11

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
Samstags

Paraissant
le Samedi

Abonnement:

Für die Schweiz:
12 Monate Fr. 5.—
6 Monate „ 3.—
3 Monate „ 2.—

Für das Ausland:
12 Monate Fr. 7.50
6 Monate „ 4.50
3 Monate „ 3.—

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

20 Cts. per 1 spaltige Petitzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprech. Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen 10 Cts. netto per Petitzeile oder deren Raum.



Abonnements:

Pour la Suisse:
12 mois Fr. 5.—
6 mois „ 3.—
3 mois „ 2.—

Pour l'Étranger:
12 mois Fr. 7.50
6 mois „ 4.50
3 mois „ 3.—

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:

20 Cts. pour la petite ligne ou son espace. — Rabais en cas de répétition de la même annonce. Les Sociétaires payent 10 Cts. net par petite-ligne ou son espace.

Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins

8. Jahrgang | 8^{me} Année

Organe et Propriété de la Société suisse des Hôteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.

Remarques sur le projet de loi fédérale sur la police des denrées alimentaires.

(Correspondance.)

Le projet du Conseil Fédéral pour une loi fédérale sur la police des denrées alimentaires ainsi que le message à l'Assemblée fédérale y relatif ont paru à la fin du mois dernier, et d'après les informations de la presse, la commission du Conseil des Etats en a entrepris immédiatement la discussion.

L'examen préalable du projet confirme l'impression que nous avions déjà que la réglementation du contrôle des denrées alimentaires sur le terrain fédéral constitue un réel progrès, et que la loi projetée paraît devoir atteindre le double but de toute police des denrées alimentaires, savoir d'une part la protection du consommateur contre les dangers sanitaires et l'exploitation, d'autre part celle du producteur contre la concurrence déloyale. La Confédération saura assurer l'ordre et l'unité nécessaires dans ce domaine si important pour le bien public; espérons qu'elle tiendra d'autre part, à équiper et rétribuer les organes essentiels du contrôle des denrées, les chimistes cantonaux, d'une façon plus en rapport avec la responsabilité attachée à leurs fonctions et la somme de travail et de connaissances qu'on doit exiger d'eux, que cela n'a été le cas jusqu'à présent dans un certain nombre de cantons.

Il est évident que l'efficacité de la loi et l'accueil qu'elle trouvera dans le peuple dépendront en bonne partie des nombreux règlements destinés à la compléter et à en assurer l'exécution. En vue de l'élaboration de ces règlements qui ne sont encore que projetés, le département de l'intérieur a fait appel avec une largeur d'idée dont il faut lui savoir gré au concours des intéressés et des techniciens dont il est prêt à accueillir et à prendre en considération les avis et propositions; il serait désirable que les intéressés de l'industrie hôtelière fissent un usage pressenti de cette invitation, soit par communications directes, soit par l'entremise de l'organe de la Société. Pour aujourd'hui nous désirons attirer leur attention sur un point très important de la loi qu'il nous paraît nécessaire de considérer à nouveau et de formuler d'une manière plus satisfaisante.

La loi prévoit comme organes internes de la police des denrées alimentaires, à côté des inspecteurs de la viande qui existent déjà, des autorités sanitaires locales et des inspecteurs cantonaux chargés essentiellement de prélever des échantillons de denrées et de les transmettre au laboratoire cantonal pour l'analyse chimique, physique ou bactériologique. Ces organes subalternes ne pourront connaître par eux-mêmes, au point de vue technique, que des cas relativement rares ou la falsification ou l'altération de denrées tombe sous les sens ou peut être reconnue au moyen d'essais très simples. En réalité, le seul établissement d'analyse est le laboratoire cantonal. Son préavis décide, le cas échéant, du renvoi devant le juge et de l'application des dispositions pénales. D'après lesquelles la contravention même involontaire aux prescriptions légales peut être punie de la prison jusqu'à deux ans et de l'amende jusqu'à 2000 fr. Or, nous avons une très haute idée de la capacité des chimistes cantonaux, et nous apprécions pleinement les grands services qu'ils ont rendus jusqu'ici et sont appelés à rendre à l'avenir à la communauté. Néanmoins, nous ne saurions faire abstraction du fait qu'ils ne sont pas infaillibles, et que souvent — n'importe quel avocat sera à même d'en fournir des exemples tirés de sa pratique forense — leurs analyses donnent pour le même objet des résultats entièrement divergents, par suite faux en partie. Lorsqu'on fait dépendre de ces analyses, comme c'est le cas pour la loi fédé-

rale, l'honneur d'un homme, le bonheur, l'existence économique d'une famille, le négociant le plus consciencieux, le producteur le plus honnête doit se dire: *tua res agitur*, et demander des garanties aussi efficaces que possible contre des poursuites arbitraires. Quand il s'agit d'intérêts aussi graves, le premier et le dernier mot ne devrait pas appartenir à l'organe cantonal. Il faut réserver à l'intéressé le droit absolu de recours à une instance supérieure, sous réserve naturellement que les frais de la contre-expertise seront à sa charge si la décision lui est défavorable. Ce droit absolu de recours avait été admis dans l'avant-projet, à la suite d'une décision de la grande commission consultative; il a disparu dans le projet définitif soumis aux chambres par le département. Le projet actuel ne connaît qu'un droit de recours contre les préavis des experts locaux et des inspecteurs de denrées, droit fort insignifiant en présence de la compétence si limitée de ces organes; en outre, il accorde à l'autorité administrative compétente (conseil ou département sanitaire cantonal) le droit de prescrire une contre-expertise si le préavis du chimiste cantonal lui paraît devoir «éveiller des doutes». Du reste, cette possibilité d'une seconde expertise ordonnée par l'autorité sur le recours d'un intéressé n'a guère de valeur pratique, puisque ce sera toujours la confiance plus ou moins grande que cette autorité accorde au préavis du chimiste qui décidera de l'opportunité ou de l'inopportunité de cette contre-expertise.

Nous avons le ferme espoir que nos conseils en reviendront, sur ce point d'une importance vitale, à la manière de voir de la commission d'experts, et adopteront pour l'article concernant la contre-expertise une formule mettant hors de doute le droit de recours absolu des intéressés. Quant à l'instance de recours, c'est la subdivision technique de l'office sanitaire fédéral que nous verrions de préférence désignée comme telle. Par suite des compétences qui lui sont dévolues par la loi (réunir et classer les résultats des dernières recherches scientifiques dans le domaine de l'analyse alimentaire, les revoir et les compléter par ses propres travaux) cet office nous paraît mieux que tout autre, posséder la qualification technique requise pour les expertises, pour lesquelles il devrait, cela va sans dire, faire appel dans certains cas à des experts de la branche. Cette disposition permettrait également d'éviter l'inconvénient de voir un chimiste cantonal fonctionner comme instance supérieure vis-à-vis de ses collègues.

- Comme suite à ce qui précède, nous reproduisons ci-dessous les plus importantes d'entre les dispositions d'exécutions projetées pour la loi fédérale.
- 1° La production, la préparation, la conservation, l'emballage et la désignation de denrées alimentaires destinées à la vente;
 - 2° L'importation, la préparation, la conservation, l'emballage et la désignation de succédanés;
 - 3° L'emploi de matières colorantes dans la préparation de denrées alimentaires destinées à la vente;
 - 4° La vente et la mise en vente de substances alimentaires et de leurs succédanés;
 - 5° L'abattage, l'inspection et la mise en vente de la viande de boucherie et de ses préparations;
 - 6° L'importation, la préparation, la conservation, la mise en vente et la vente de substances destinées ou pouvant servir à la falsification des substances alimentaires;
 - 7° L'emploi de certaines matières colorantes ou autres pour la fabrication de vêtements, jouets, tapisseries et autres objets usuels, de vases, d'appareils et d'ustensiles servant à la production, à la préparation ou à la vente de denrées alimentaires;
 - 8° La construction, le maniement, l'entretien d'appareils et d'ustensiles servant à la production, à la préparation ou à la vente de denrées alimentaires;
 - 9° Les prescriptions relatives aux locaux servant à la préparation, à la conservation et à la vente de denrées alimentaires;
 - 10° La mise en vente et la vente de pétrole, de ligroïne, de benzine et autres substances servant à l'éclairage ou à d'autres emplois dans le ménage.

- Pour faciliter la compréhension particulièrement des chiffres 4 et 8, il ne sera pas superflu d'ajouter que la loi prévoit des prescriptions spéciales pour le débit des articles suivantes:
- a) lait et produits laitiers;
 - b) beurre, margarine, graisses et huiles alimentaires;
 - c) farines, pâtisseries et pain;
 - d) boissons alcooliques (vin, bière, eaux de vie et liqueurs, pressions et débits de bière);
 - e) miel, confiserie, denrées coloniales, épicerie;
 - f) eaux gazeuses, limonades;
 - g) fruits, légumes, champignons, conserves de fruits et de légumes;
 - h) vases, ustensiles et autres objets usuels.

Sconto-Album.

Dem „Vaterland“ wird geschrieben:

„Sconto-Album nennt sich eine neue sonderbare Blüte des heutigen Kampfes ums Dasein und des Reklamewesens. Die „Sconto-Albums“ verdanken ihr Entstehen dem der Genfer Ausstellung im Parc de Plaisance angeknüpften Jahrmärkte. Da die Inhaber der dortigen Schauwärtigkeiten, Luft- und Wasserbahnen, Schlangenwärtigkeiten, Karussells, Tingeltangel, Panoramen und sonstigen interessanten Buden bald einsahen, dass der Zustrom des Publikums nicht genügt, um alle die Entrées zu frequentieren, vereinigten sie sich zur Ausgabe eines Monatsheftes, dessen Inhaber auf jedes dieser Etablissements eine Reduktion des Eintrittspreises zustand.

Die Sache war motiviert und mag auch wahren Erfolg gehabt haben. Der Käufer eines solchen Albums wusste voran er war, da alle jene Schauwärtigkeiten feste und veröffentlichte Preise hatten. Ein sogenannter „Gewinn“ schautu allerdings auch erst heraus, wenn der Inhaber ca. 50 Fr. für den Besuch all' jener möglichen und unmöglichen Buden ausgegeben hatte.

Seit der Ausstellung hat sich in Genf eine Genossenschaft gebildet, um die Idee „Sconto-Albums“ mit in den bürgerlichen Handel und Verkehr einzuführen und seit kurzer Zeit sind solche Unternehmen auch in anderen Städten entstanden. Wer z. B. in Zürich dreimal auf den Uetliberg, dreimal auf den Dolder, sechsmal auf die Rigi, viermal ins Sihlfeld fährt und dazwischen verschiedene Male Theater, Irgarten, Panoramen, Velodrom etc. besucht und für all' das ein 100 Fr. ausgiebt, erzielt einen „Gewinn“ von 30 Fr. Daneben gehen eine Anzahl Geschäftshäuser und Hotels den Inhabern solcher Albums erhebliche Preisermässigungen. Offenbar haben sich die an diesem Unternehmen beteiligten Firmen die bedenkliche, mit realen kaufmännischen Grundsätzen im Widerspruch stehende Idee desselben nicht genügend überlegt, sonst würden wir manche von ihnen nicht in jenem Büchlein finden. So lange der „Gebrauch des „Sconto-Albums“ ein beschränkter ist, werden sich die Nachteile nicht sehr fühlbar machen. Wer kein solches „Sconto-Album“ besitzt, kann offenbar von jedem am Album beteiligten Geschäft denselben Sconto verlangen, der dem Träger eines Albums versprochen wird, da dieses gegenüber dem Verkäufer durchaus keine Gegenleistung aufzuweisen hat; oder aber er kann auf den Handel verzichten, wenn er nicht vorzöht, von vorneherein das betreffende Geschäft zu meiden.

Der Verkäufer seinerseits, der doch einen gewissen Prozentsatz als Gewinn auf seine Selbstkosten einnehmen muss, kann und wird sich vor Verlust schützen, indem er namentlich bei chiffrierten Preisen den Sconto von vorneherein ausschlägt. Den Schaden hat in diesem Falle der Käufer. Sollte aber die Gewährung des Scontos eine reelle sein und die Verbreitung des Albums eine allgemeinere werden, so dürften die Kaufleute bald einsehen, dass sie damit ihre „Reklamepfeife“ zu teuer bezahlen, und eine entsprechende Erhöhung der heute schon durch die freie Konkurrenz geregelt und in manchen Fällen wohl auch schon genug gedrückten Preise wird die Folge sein.

Einen wirklichen Gewinn machen auf alle Fälle die Herausgeber des Albums, aber auch nur sie; für das übliche Publikum bildet die Geschichte — was der Titelort braucht.

Gegenwärtig bereist nun ein Siegmund Fischer, von Beruf Chemiker, die Schweiz, um für ein in Zürich im Entstehen begriffenes ähnliches Unternehmen, genannt „Hofmann's Reise-Rabatt-Buch“, Aufträge zu sammeln und sind dabei die ersten, welche von diesem neuen Unternehmen „profitieren“ sollen, natürlich wieder die Hoteliers. Die „Schweiz, Wirt-Tag.“ widmet diesem Rabattbuch eine Besprechung und beginnt dieselbe mit dem bezeichnenden Ausruf: „Lass Dich nicht erwischen!“

Die Art und Weise, wie man die Naiven dran zu kriegen sucht, ist nach dem System gewisser Zeitschriften gemodelt, welche versprechen, eine redaktionelle (lobhulende) Besprechung dieses oder jenes Hotels kostenlos aufzunehmen, wenn als Gegenleistung ein mannafter Insertionsauftrag erfolge. Bei dem Rabattbuch wird eine Annonce von der Gross-einer ganzen Seite vollständig gratis aufgenommen, wenn der Inserent sich verpflichtet, 200 Rabattbücher à 1 Fr. per Stück zu übernehmen. Der Prospekt spricht von einem glänzenden Geschäft für den Abnehmer, da der Verkaufspreis Fr. 1.50 per Exemplar betrage. Es wird demselben also zugemutet, diese 200 Exemplare an den Mann zu bringen, immerhin unter der Voraussetzung, dass dem Abnehmer jedes einzelnen Exemplares bei allfälligem Besuch des Hotels ein erheblicher Rabatt für Zimmer und Beköstigung eingeräumt werde.

Der erwähnte Chemiker stellt sich den Hoteliers als österreichischer Offizier vor, nimmt, wenn er die erhoffte Begeisterung für das Rabattbuch nicht findet, auch Aufträge ohne Rabatt-zusicherung entgegen, da für ihn ja die ihm zufallende Provision Hauptsache ist. Wie uns mitgeteilt wird, ist sein Auftreten sehr zudringlich, so dass ihm schon verschiedenerorts sehr deutlich die Thüre gewiesen wurde.

Wer „vollständig gratis“ Reklame machen will; Wer 200 Franken als „erste Hypothek“ auf 200 Rabattbücher anlegen will; Wer behufs Absetzung derselben den Kolporteur spielen will; Wer den Abnehmern aus Dankbarkeit Rabatt auf Kost und Logis gewähren will; Der unterschreibe das Ding in einem Zug, Die Erfahrung macht ihn später klug.

Saisonbericht aus Nizza.

Der „Engadiner Post“ wird geschrieben:

„Man ist endlich auf den Höhepunkt der Saison gelangt. Es hat lange gedauert, bis alle Hotels in Nizza besetzt waren, besonders, da man gegen 400 Fremdenbetten mehr zur Verfügung hatte wie früher. Im allgemeinen kann man der Saison nur die Note mittelmässig bis schlecht erteilen und wird dieser Misserfolg der übermässigen Baulust Einhalt thun.

Die Monate Oktober bis Mitte Januar brachten sehr wenig Gäste nach dem Süden und ein richtiger Andrang war nur während des Karnevals bemerkbar, von dem Zeitpunkt an konnte man jedoch sagen, dass Nizza gut besetzt sei. Gegenwärtig ist schon wieder eine kleine Abnahme der Frequenz zu verzeichnen und wird der Schluss der diesjährigen Saison voraussichtlich nicht lange auf sich warten lassen; somit wird die Saison 1898/99 zu den schlechteren zählen, die Nizza seit eigenen Jahren gehabt.

Was die Nationalitäten anbelangt, sind England, Russland und Amerika gut vertreten, vermisst wurden die deutschen Familien, die durch die verschiedenen unwahren Zeitungsberichte über Nervenieber, Diphtherie etc. abgehalten wurden, nach der Riviera zu reisen. Der Besuch der Königin von England kann eventuell eine Vermehrung der englisch-n Kolonie zur Folge haben, was jedoch die Verluste, die man im Herbst gehabt, nie ersetzen wird.

Von den unliebgangen Plätzen hört man auch Klagen, mit Ausnahme von Cannes und San Remo, wo die Hot-lesitzer zufrieden sein sollen.

Den Hotelangestellten diene zur Warnung: sich nicht ohne Stelle an die Riviera zu begeben, da die meisten Hotelbesitzer ihre Leute schon im voraus anstellen. Dieses Jahr waren Hunderte von jungen Leuten beiderlei Geschlechts bis spät in den Januar hinein unbeschäftigt.“